



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
7 août 2012
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-dix-neuvième session

Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)* de la 2738^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 28 juillet 2010, à 11 h 25

Président: M. Iwasawa

Puis: M^{me} Majodina (Vice-Présidente)

Sommaire

Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif

Rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales

Rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications individuelles

* Le compte rendu analytique de la première partie (privée) de la séance est publié sous la cote CCPR/C/SR.2738.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La partie publique de la séance est ouverte à 11 h 25.

Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif

Rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales (CCPR/C/99/2/CRP.1)

1. **Le Président** invite le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales à présenter son rapport.
2. **M. Amor**, Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, dit que, tout en se félicitant de l'excellent travail accompli par le secrétariat, il est regrettable que le personnel intéressé ne puisse pas consacrer plus de temps au suivi des observations finales. À la demande du Comité, il a entrepris de fournir le contenu détaillé des lettres adressées aux États parties au sujet du suivi, dans lesquelles le Comité demandait un complément d'informations, priait l'État de donner suite à une recommandation ou, à l'inverse, notait qu'une réponse était satisfaisante.
3. Présentant son rapport (CCPR/C/99/2/CRP.1), M. Amor appelle l'attention sur la note figurant au bas de la première page. Dans les cas du Mali, de la Namibie, du Paraguay, de la République démocratique du Congo, de Sri Lanka, du Suriname et du Yémen, la procédure de suivi a été suspendue en dépit du fait que ces États parties n'avaient pas fourni d'informations suffisantes. Cette décision a été prise parce qu'il restait un an ou moins à courir avant la date à laquelle les rapports suivants de ces États étaient attendus. Le problème auquel le Comité doit actuellement faire face est que les rapports de ces États sont à présent en retard. M. Amor demande si ses collègues acceptent que, vu les circonstances, la procédure de suivi demeure suspendue.
4. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Comité approuve cette conclusion.
5. *Il en est ainsi décidé.*
6. **M. Amor** propose que, dans le cas de la République centrafricaine, le Comité envoie à l'État partie une lettre l'invitant à répondre à toutes ses observations finales dans son rapport suivant, attendu le 1^{er} août 2010.
7. De même, après sa session précédente, le Comité a adressé aux États-Unis d'Amérique une lettre les invitant à répondre à toutes ses observations finales dans leur rapport suivant, également attendu le 1^{er} août 2010.
8. M. Amor propose que le Comité adresse à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) une lettre dans laquelle il prendrait note de la bonne coopération de la Mission et des mesures qu'elle a prises en réponse à ses observations finales, mais relèverait également qu'aucune de ses recommandations n'a été pleinement appliquée.
9. La Bosnie-Herzégovine a envoyé des réponses supplémentaires, qui sont en cours de traduction. L'intervenant constate que le temps nécessaire à la traduction des documents nuit aux travaux du Comité.
10. M. Amor propose d'envoyer au Honduras un nouveau rappel et une demande de rencontre avec un représentant de l'État partie.
11. Une lettre a été adressée à l'Ukraine le 26 avril 2010 indiquant les questions à propos desquelles la fourniture d'informations ou la prise de mesures supplémentaires est nécessaire; elle devrait être suivie d'un rappel.

12. Un rappel devrait aussi être adressé à la Barbade, qui n'a pas fourni les informations demandées par le Comité.
13. **M. O'Flaherty** demande si le Représentant permanent de la Barbade a fourni des informations pertinentes lorsqu'il a rencontré le Rapporteur spécial le 31 mars 2009.
14. **M. Amor** dit que le réponse de l'ambassadeur ne contenait que des informations partielles.
15. Le Chili a envoyé des réponses supplémentaires, qui sont en cours de traduction et qui seront examinées lors d'une session ultérieure.
16. Madagascar a envoyé une réponse partielle aux recommandations du Comité. Le 25 juin 2010, l'intervenant a demandé à rencontrer un représentant de l'État partie, mais n'a pas encore reçu de réponse. Il faudrait donc envoyer un rappel.
17. La République tchèque a envoyé des réponses supplémentaires, qui sont en cours de traduction.
18. Le Soudan a fait référence dans les réponses qu'il a fournies à des annexes que le Comité n'a jamais reçues, en dépit de requêtes répétées. Le rapport doit donc être examiné sans ses annexes à une session ultérieure.
19. L'intervenant a rencontré des représentants de la Zambie et, en réaction aux réponses qu'ils ont données, il a envoyé une lettre demandant des informations plus précises sur plusieurs questions. Un rappel devrait à présent être envoyé.
20. Après avoir analysé les informations envoyées par la Géorgie en octobre 2009, il propose d'adresser un rappel dans lequel il serait pris note de la bonne coopération de l'État partie et il lui serait en même temps demandé de fournir des informations plus précises sur les questions suivantes: instruction des plaintes relatives à la violence familiale et à d'autres actes de violence contre les femmes; mesures visant à protéger les victimes de la violence familiale, y compris la création d'un nombre suffisant de foyers appropriés; instruction rapide et impartiale des plaintes faisant état d'un usage excessif de la force par les agents de la force publique; actions pénales instituées contre les auteurs présumés de ces actes; et mesures destinées à mettre fin à la surpopulation carcérale.
21. La Jamahiriya arabe libyenne a envoyé des informations assez générales en réponse aux recommandations du Comité. Si celui-ci ne reçoit pas de réponse à sa demande ultérieure d'informations plus précises d'ici à sa 100^e session, l'intervenant propose de tenir des consultations à partir de cette date.
22. L'Algérie a fourni des réponses partielles aux observations finales du Comité dans un mémorandum, qu'elle a demandé au Comité de publier en tant qu'annexe au rapport annuel du Comité. Après quelques malentendus, ce mémorandum a été publié en tant que document officiel doté d'une cote et peut être consulté sur le site Web du Comité. Le 25 juin 2010, l'intervenant a demandé à rencontrer un représentant de l'État partie et a reçu le jour précédent une réponse dans laquelle une rencontre était proposée pendant la session en cours. Vu le manque de temps, il propose d'envoyer une lettre remerciant le représentant de son offre et proposant de le rencontrer à l'heure du déjeuner le 12 octobre 2010.
23. En réponse aux informations envoyées par le Costa Rica, l'intervenant propose au Comité de répondre par une lettre dans laquelle il prendrait note de la coopération de l'État partie, se féliciterait de l'application des recommandations concernant les mesures à prendre pour lutter contre la traite des femmes et des enfants et l'exploitation sexuelle, et demanderait des informations supplémentaires sur les mesures prises pour améliorer les conditions de détention et mettre fin à la surpopulation des centres de détention.

24. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Comité souhaite adopter les recommandations du Rapporteur spécial.

25. *Il en est ainsi décidé.*

26. **M. Rivas Posada** dit comprendre la réticence de M. Amor à formuler des observations sur la Tunisie. Le 14 décembre 2006, après un long retard, l'État partie a présenté son cinquième rapport périodique, qui avait été initialement attendu le 4 février 1998. Son prochain rapport serait attendu le 31 mars 2012. Dans ses observations finales sur le cinquième rapport, le Comité a demandé des informations supplémentaires, à présenter le 1er avril 2009 au plus tard, sur les paragraphes 11, 14, 20 et 21. Les informations reçues en réponse le 16 mars 2009 étant incomplètes et insatisfaisantes, il a été demandé à l'État partie de les préciser et de les compléter. Dans sa lettre à l'État partie, le Comité a indiqué que le suivi de l'un des paragraphes en question serait suspendu bien que ses recommandations n'aient pas été appliquées. Certaines informations supplémentaires ont été reçues le 10 mars 2010, mais n'ont pas répondu aux exigences du Comité. Il est recommandé d'envoyer une autre lettre, dans laquelle le Comité remercierait l'État partie pour la coopération dont il a fait preuve jusqu'ici et préciserait les informations supplémentaires à fournir sur les paragraphes 11, 20 et 21. Une importance particulière est attachée aux paragraphes 11 et 20, qui se rapportent à la torture et à l'intimidation des défenseurs des droits de l'homme. La lettre à adresser à l'État partie devrait également mettre en exergue le fait que celui-ci a donné effet à certaines des recommandations du Comité, et celui-ci devrait peut-être, lorsqu'il communique avec les États parties, mettre régulièrement l'accent sur les résultats positifs de ce type.

27. **Le Président** propose au Comité d'adopter cette recommandation.

28. *Il en est ainsi décidé.*

29. **M. Amor** signale qu'aucune information n'a été reçue du Botswana sur les observations faites par le Comité en rapport avec les paragraphes 12, 13, 14 et 17 de son rapport initial. L'intervenant a donc demandé à rencontrer un représentant de l'État partie et espère être bientôt en mesure de rendre compte à nouveau de ses travaux au Comité.

30. Lors de sa session précédente, le Comité a examiné le deuxième rapport périodique de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Une lettre a été adressée à l'État partie pour lui demander des informations supplémentaires sur certaines questions abordées dans son rapport. Un rappel lui sera adressé si ces informations ne sont pas reçues.

31. Aucune des informations demandées au Panama au sujet de son troisième rapport périodique n'a été reçue. Il est recommandé de demander à rencontrer un représentant de l'État partie.

32. Des informations supplémentaires ont été demandées à la France au sujet de son quatrième rapport périodique. Certaines informations ont été reçues le 9 juillet 2010; elles seront examinées à une session ultérieure du Comité.

33. Aucune réponse n'a été reçue de Saint-Marin à la demande d'informations supplémentaires que le Comité lui a adressée au sujet de son deuxième rapport périodique, ce malgré deux rappels. Il est recommandé d'envoyer un nouveau rappel.

34. Le 4 janvier 2010, une lettre a été adressée à l'Irlande pour lui demander des informations supplémentaires et des éclaircissements sur certaines questions abordées dans son troisième rapport périodique. Aucune réponse n'ayant été reçue à ce jour, il est recommandé de lui envoyer un rappel.

35. **Le Président** invite le Comité à adopter ces recommandations.

36. *Il en est ainsi décidé.*

37. **M. Amor**, se référant au sixième rapport périodique du Royaume-Uni, présenté à la date à laquelle il était attendu, le 1er novembre 2006, dit que, le 26 avril 2010, une lettre a été adressée à l'État partie pour lui demander des informations supplémentaires, mais aucune réponse n'a encore été reçue. Si aucune réponse n'est reçue, un rappel sera envoyé. Toutefois, l'intervenant rappelle que, lors de sa session précédente, le Comité a omis de continuer de s'occuper du paragraphe 12 du rapport concernant l'expulsion de particuliers, y compris de personnes soupçonnées de terrorisme, vers des pays où ils risquent d'être soumis à la torture. Il a donc décidé de formuler une recommandation sur ce paragraphe, mais l'État partie n'y a pas donné suite, faisant valoir que des assurances diplomatiques, combinées à une étude de la législation du pays en question et des circonstances de chaque affaire, offraient une garantie suffisante contre le risque de torture. Or, la position du Comité est que, lorsque la torture est systématiquement pratiquée dans le pays concerné, ces assurances ne sont pas suffisantes. L'intervenant demande l'avis du Comité sur la question de savoir s'il devrait maintenir la recommandation.

38. **M. Thelin** dit qu'à son avis, le Comité devrait s'en tenir à sa recommandation. Si le Rapporteur spécial considère que la réponse de l'État partie est insuffisante, il doit donner suite à l'affaire. Dans la plupart des cas, les assurances diplomatiques ne suffiront pas à dissiper le risque de torture.

39. **M. Rivas Posada** est de cet avis. Le Comité ne peut pas renoncer à sa recommandation, même s'il est peu probable qu'il fasse changer d'avis l'État partie.

40. **M. O'Flaherty** se demande pourquoi l'État partie en question est montré du doigt. Tous les États parties devraient être traités de la même manière.

41. **M. Amor** est bien d'accord, mais il dit ne pas s'en être pris particulièrement à cet État; le même problème existe pour d'autres États parties. Il renvoie à une étude récente réalisée par Human Rights Watch sur les assurances diplomatiques concernant la question de la torture. Cette étude porte sur trois États, parmi lesquels le Royaume-Uni. Il est loisible au Comité de puiser des informations dans d'autres sources telles que celle-là. Il peut camper sur ses positions, mais cette option n'offre pas de perspectives très positives. De surcroît, M. Amor tient beaucoup à ne pas refuser le dialogue avec l'État partie concerné. Il propose de demander au Royaume-Uni de faire état de cas spécifiques dans lesquels les assurances diplomatiques ont donné de bons résultats, en dépit d'un risque véritable pour la personne expulsée d'être soumise à la torture.

42. **M. O'Flaherty** dit partager les préoccupations du Rapporteur spécial mais, à son avis, le contexte n'est pas en l'occurrence celui dans lequel poursuivre un dialogue avec un État partie au-delà de la procédure de suivi habituelle. Aucune initiative de ce genre n'a été prise à l'égard d'un État partie au sujet d'une autre question quelle qu'elle soit.

43. **M. Amor** dit être partisan par principe du dialogue avec tous les États parties. Renoncer au dialogue ne ferait rien pour promouvoir les droits de l'homme. Il insiste sur le fait que la recommandation du Comité concernant le paragraphe 12 du rapport du Royaume-Uni n'a pas été appliquée.

44. **Le Président** propose au Rapporteur spécial de poursuivre son dialogue avec l'État partie, en gardant à l'esprit les vues exprimées au sein du Comité.

45. *Il en est ainsi décidé.*

46. **M. Amor** signale qu'aucune des informations demandées au Nicaragua au sujet de son troisième rapport périodique n'a été reçue. Il est recommandé de lui adresser un autre rappel.

47. Monaco, qui avait été prié à la lumière de son deuxième rapport périodique d'adopter une loi sur certains types de violence, a fourni un rapport de suivi sur son projet

de loi sur ce thème, et sur la décision à venir de former les juges et les fonctionnaires dans les domaines concernés. Dans l'attente d'informations sur la loi en question, le Comité n'a aucune mesure à prendre.

48. Le 21 décembre 2009, un rapport de suivi a été reçu du Japon, qui avait inclus certaines des informations demandées par le Comité au sujet des paragraphes 17, 18, 19 et 21 de son cinquième rapport périodique. Les informations demandées concernaient, entre autres, la nécessité de garantir la stricte confidentialité de tous les entretiens entre les détenus condamnés et leur avocat portant sur la révision du procès; l'abolition du système de la détention de substitution; le droit à l'accès à un conseil en toute confidentialité; la fixation de limites à la durée de l'interrogatoire des suspects; et l'assouplissement de la règle de l'encellulement individuel des condamnés à mort. Une lettre a été adressée à l'État partie pour lui signaler qu'il n'avait pas donné effet à certaines des recommandations du Comité. Il est à présent recommandé de lui adresser une nouvelle lettre pour lui demander de fournir des renseignements supplémentaires, notamment sur le placement de certains détenus dans des "quartiers d'accueil" séparés.

49. **Le Président** propose au Comité d'adopter les recommandations du Rapporteur spécial.

50. *Il en est ainsi décidé.*

51. **M. Amor** dit que les réponses complémentaires reçues de l'Espagne à la demande de renseignements adressée par le Comité au sujet de son cinquième rapport périodique sont en cours de traduction et seront examinées à une date ultérieure.

52. Le 18 mars 2010, un rapport de suivi a été reçu de la Suède sur les renseignements demandés au sujet de son sixième rapport périodique. Il est recommandé d'adresser à l'État partie une lettre dans laquelle le Comité se féliciterait du degré de coopération qu'il a manifesté et lui demanderait des renseignements complémentaires sur les paragraphes 13, 15 et 16 portant sur le risque de torture dans les affaires d'expulsion, la longueur de la détention avant jugement et le traitement des demandeurs d'asile.

53. **Le Président** propose au Comité d'adopter cette recommandation.

54. *Il en est ainsi décidé.*

55. **M. Amor** dit qu'il est recommandé d'adresser un rappel au Rwanda au sujet des renseignements demandés par le Comité au sujet de son troisième rapport périodique.

56. **M. Thelin** fait référence à une mission couronnée de succès qui a eu lieu au Rwanda du 14 au 19 juin 2010 sous les auspices du Centre des droits civils et politiques. La mission avait pour objet d'assurer le suivi des observations finales du Comité sur le Rwanda et d'offrir une assistance à ce pays. Étant donné qu'une membre du Comité a participé à cette mission, celle-ci devrait peut-être être mentionnée par le Rapporteur spécial.

57. **M^{me} Majodina** dit qu'elle est la membre du Comité qui a participé à cette mission, à l'invitation du Centre des droits civils et politiques. La mission a rencontré plusieurs membres du Gouvernement rwandais, dont le Ministre de la justice, le chef de la commission parlementaire des droits de l'homme et un représentant de la Commission des droits de l'homme. Aucun ne connaissait l'existence des observations finales du Comité sur le rapport périodique du Rwanda.

58. **M^{me} Motoc** accueille avec intérêt le fait que M^{me} Majodina ait participé à la mission. Lorsqu'elles sont organisées par des ONG et financées par des organisations internationales, les visites de ce type peuvent s'avérer des plus utiles du fait des renseignements qu'elles permettent d'obtenir sur le terrain. Le Comité devrait mentionner cette mission dans son rapport.

59. **M. O'Flaherty** sait gré au Centre des droits civils et politiques pour cette excellente initiative et remercie M^{me} Majodina et M. Khalil, un ancien membre du Comité, pour avoir participé à la mission. Les ONG organisent des missions analogues depuis le début des années 90. Ces initiatives méritent à coup sûr d'être vigoureusement appuyées, mais l'intervenant n'est pas sûr qu'elles doivent être mentionnées par le Rapporteur spécial comme si elles faisaient partie intégrante de la procédure de suivi.

60. **M^{me} Motoc** propose que M^{me} Majodina, en tant que coordonnatrice pour les ONG, fasse régulièrement rapport au Comité sur les missions envoyées dans les États parties.

61. **M. Thelin** estime que le rapport sur le suivi devrait simplement prendre note de la mission, d'autant plus que certains membres du Gouvernement rwandais semblent de pas avoir connu l'existence des observations finales. L'État partie pourrait même être surpris de ne trouver dans le rapport aucune mention d'une mission à laquelle un membre du Comité a participé.

62. **Le Président** partage l'avis de M. O'Flaherty. Il fait toutefois remarquer que les constatations de la mission pourraient être prises en considération par le Rapporteur spécial.

63. **M. O'Flaherty** dit qu'il ne s'opposera pas à l'insertion d'une brève référence à la mission si d'autres membres du Comité appuient la proposition de M. Thelin. Il propose d'examiner la question dans le contexte des méthodes de travail du Comité. Il faudrait peut-être prévoir une procédure formelle selon laquelle des membres du Comité rendraient compte à leurs collègues de n'importe quelle mission envoyée dans un État partie.

64. **M. Amor** dit que la question des visites de suivi dans les États parties a été examinée à plusieurs reprises, notamment lors d'une réunion intercomités. L'utilité de ces visites ne fait aucun doute lorsqu'il s'agit de remédier à des situations particulièrement complexes. Il propose également que, lorsque des membres du Comité participent à titre privé à une activité comparable, ils informent le Comité de leurs constatations.

65. M. Amor félicite M^{me} Majodina et l'ONG qui a organisé la mission au Rwanda, et il se conformera aux instructions du Comité à cet égard. Le Rapporteur spécial a actuellement pour mandat de maintenir le dialogue avec l'État partie, de tenir compte des contributions des ONG et de tirer des conclusions appropriées. Il attend des renseignements du Rwanda et recommande d'envoyer un rappel à l'État partie. La note concernant la mission pourra être prise en considération lorsqu'il recevra la réponse de ce dernier.

66. **Le Président** propose d'examiner la question dans le contexte des méthodes de travail.

67. *Il en est ainsi décidé.*

68. **Le Président** propose également au Comité de prendre note avec une profonde satisfaction de la mission de suivi organisée par le Centre des droits civils et politiques, mais de s'abstenir d'en faire état dans le rapport intérimaire.

69. *Il en est ainsi décidé.*

70. **M. Amor** dit que des renseignements de suivi étaient attendus de l'Australie le 1er avril 2010. Aucun renseignement n'ayant été reçu à ce jour, il recommande d'envoyer un rappel à l'État partie.

71. *Il en est ainsi décidé.*

72. *L'ensemble du rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, tel que modifié, est approuvé.*

73. *M^{me} Majodina (Vice-Présidente) prend la présidence.*

Rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications individuelles
(CCPR/C/99/R.3)

74. **M. Iwasawa** présente le rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications individuelles au nom de M^{me} Wedgwood, Rapporteuse spéciale chargée du suivi des constatations, qui est absente.

75. La première affaire, n° 1 353/2005, concernant le Cameroun soulève des questions relatives à la torture physique et mentale, à la détention arbitraire, à la liberté d'expression, à la sécurité de la personne et au droit à un recours. Selon la réponse de l'État partie aux constatations du Comité, reçue en décembre 2009, des dispositions avaient été prises pour indemniser l'auteur, mais l'État partie n'avait pas pu entrer en contact avec lui. L'auteur a informé le Comité en février 2010 qu'il n'avait reçu aucune réparation. Craignant pour sa sécurité, il s'était exilé. Le Ministère des affaires étrangères l'a informé par courriel que la réunion d'un comité interministériel avait recommandé à ce comité d'organiser un entretien avec lui. Cet entretien n'a jamais pu avoir lieu car l'auteur s'était exilé.

76. En avril 2010, l'auteur a fourni d'autres informations, indiquant avoir reçu une lettre du Ministre des affaires étrangères qui l'informait d'une réunion des Ministères de la justice, de l'administration territoriale et de la décentralisation, des finances et des affaires étrangères, et de la Délégation générale à la sécurité nationale, au cours de laquelle il avait été décidé de proposer une indemnité d'environ 56 000 dollars des États-Unis. L'auteur a demandé à être indemnisé à hauteur de 930 000 dollars et à se faire rembourser ses frais médicaux à l'étranger, et exigé que les auteurs des sévices soient poursuivis et que l'État partie prenne des dispositions pour garantir sa sécurité. L'État partie ne s'est pas montré disposé à intenter une action pénale. La communication de l'auteur a été envoyée à l'État partie. La Rapporteuse spéciale propose au Comité de considérer que le dialogue reste ouvert.

77. *Il en est ainsi décidé.*

78. **M. Iwasawa** appelle l'attention sur l'affaire n° 1 101/2002 concernant l'Espagne. La question soulevée est le droit de faire examiner une déclaration de culpabilité et une condamnation par une juridiction supérieure.

79. L'auteur a informé le Comité en avril 2010 que l'État partie n'avait pas procédé au réexamen de sa condamnation à dix ans de prison. Sa communication a été adressée à l'État partie avec un rappel de la demande du Comité tendant à ce que l'État partie formule des observations sur ses constatations. La Rapporteuse spéciale propose au Comité de considérer que le dialogue reste ouvert.

80. *Il en est ainsi décidé.*

81. **M. Iwasawa** dit que l'affaire n° 1 493/2006 concerne également l'Espagne et soulève la question de la discrimination fondée sur le profilage racial.

82. Dans sa réponse de janvier 2010, l'État partie a informé le Comité que le Ministre des affaires étrangères et d'autres hauts fonctionnaires de ce ministère avaient rencontré l'auteur en novembre 2009 et lui avaient présenté des excuses pour les actes dont elle avait été victime. En décembre 2009, le Vice-Ministre de la justice a écrit à ses représentants en expliquant la politique du Ministère en matière de formation des policiers aux droits de l'homme. En janvier 2010, la Vice-Ministre chargé des affaires de sécurité a rencontré l'auteur et lui a présenté oralement et par écrit des excuses au nom du Ministre.

83. Dans ses commentaires d'avril 2010, l'auteur a considéré que les mesures prises par l'État partie n'étaient pas suffisantes. D'après elle, il devrait présenter publiquement des excuses et prendre diverses mesures pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent. Sa demande de versement de dommages-intérêts à hauteur de 30 000 euros et de 30 000 euros

supplémentaires pour compenser les frais de justice a été rejetée par l'État partie au motif qu'elle n'avait pas obtenu gain de cause devant les tribunaux espagnols. À présent, l'auteur exhorte l'État partie à examiner d'autres moyens pour lui accorder réparation, par exemple le versement d'une indemnisation à titre discrétionnaire.

84. Les commentaires de l'auteur ont été adressés à l'État partie en avril 2010. Dans la mesure où le comité pourrait vouloir attendre de recevoir les commentaires de l'État partie, la Rapporteuse spéciale lui propose de considérer que le dialogue reste ouvert.

85. **M. O'Flaherty**, soutenu par **M. Thelin**, **M. Bhagwati** et **M. Iwasawa**, propose de clore l'examen de cette affaire. L'État partie semble avoir donné suite à la recommandation du Comité tendant à ce qu'il présente des excuses publiques et offre un recours utile. Des excuses ont été présentées à plusieurs reprises et une nouvelle politique de formation des policiers a été adoptée. Il serait déraisonnable de demander à l'État partie de prendre des mesures supplémentaires.

86. **M. Salvioli** soutient lui aussi cette proposition. Les médias ont très largement rendu compte de l'affaire et, en particulier, des excuses présentées par le Ministère des affaires étrangères.

87. **M. Rivas Posada** fait observer que le Comité n'a pas recommandé que l'État partie verse une indemnité. Il est lui aussi d'avis de clore l'examen de l'affaire.

88. *Il en est ainsi décidé.*

89. **M. Iwasawa** présente l'affaire n° 1 407/2005 concernant le Paraguay. La question soulevée est la protection de la famille, notamment les enfants mineurs.

90. Dans sa réponse aux constatations du Comité présentée en octobre 2009, l'État partie a rejeté la constatation d'une violation du Pacte. Il fait valoir qu'il est logique que les filles de l'auteur restent au Paraguay avec leur mère. En ce qui concerne l'accès de l'auteur à ses filles, l'État partie fait observer que ce dernier n'a pas porté plainte auprès des tribunaux paraguayens.

91. Dans les commentaires qu'il a présentés en novembre 2009, l'auteur affirme qu'il est faux que son ex-femme se soit vu refuser un visa d'entrée en Espagne.

92. En mai 2010, l'État partie a affirmé une nouvelle fois que rien n'empêchait l'auteur d'épuiser les moyens de recours disponibles au Paraguay. Il a suggéré de mettre en place un régime qui permettrait à l'auteur de voir ses filles. Il a également fait un certain nombre de propositions, parmi lesquelles celle-ci: l'État partie pourrait agir comme médiateur entre les parties. En ce qui concerne la procédure judiciaire engagée contre l'ex-femme de l'auteur en Espagne pour soustraction de mineurs, l'État partie note que l'Espagne a présenté une demande d'extradition la concernant. En avril 2010, la Cour suprême du Paraguay a rendu un arrêt par lequel elle rejetait cette demande au motif qu'elle ne satisfaisait pas à l'exigence de la double incrimination. L'État partie refuse de satisfaire aux demandes d'indemnisation de l'auteur, étant donné qu'il n'est fait aucunement mention d'une réparation financière dans les constatations du Comité.

93. Les observations les plus récentes de l'État partie ont été envoyées à l'auteur. Comme le Comité pourrait vouloir attendre les commentaires de l'État partie, la Rapporteuse spéciale lui propose de considérer que le dialogue reste ouvert.

94. *Il en est ainsi décidé.*

95. **M. Iwasawa** présente l'affaire n° 781/1997 concernant l'Ukraine. Les questions soulevées sont un procès inéquitable et le déni du droit à l'assistance d'un défenseur. Dans sa réponse aux constatations du Comité présentée en août 2004, l'État partie a fait valoir qu'il n'y avait pas lieu de modifier les conclusions des organes judiciaires compétents.

Dans les commentaires qu'il a présentés en avril 2010, l'auteur confirme que l'État partie n'a rien fait pour donner effet aux constatations du Comité et que lui-même est toujours détenu. Comme le Comité pourrait demander à la Rapporteuse spéciale d'organiser une rencontre avec des représentants de l'État partie, la décision proposée est de considérer que le dialogue reste ouvert.

96. **M. O'Flaherty**, soutenu par **M. Bhagwati** et **M. Iwasawa**, dit qu'il considère que la recommandation du Comité, pour lequel "il convient d'envisager" la libération anticipée de l'auteur, manque tout à fait de vigueur. Il est facile pour l'État partie d'affirmer qu'il a envisagé, puis rejeté cette libération anticipée. Le Comité n'a guère d'autre choix que de conclure que la réponse de l'État partie aux constatations du Comité doit être acceptée.

97. **M. Salvioli** dit qu'il y a manifestement eu une violation de l'article 14 du Pacte, qui a débouché sur une déclaration de culpabilité et une condamnation à la réclusion perpétuelle. Même s'il estime comme M. O'Flaherty que la recommandation est peu convaincante, il est favorable à l'idée d'organiser une rencontre avec des représentants de l'État partie et de maintenir le dialogue au nom de la victime et conformément au Pacte.

98. **M. O'Flaherty** dit qu'il n'élève aucune objection à la proposition de M. Salvioli. Cela étant, il se demande quelle mesure l'État partie devrait prendre pour satisfaire aux exigences du Comité.

99. **M. Rivas Posada** dit que le Comité devrait à l'avenir veiller tout particulièrement à s'abstenir de recommander à un État partie d'envisager de prendre telle ou telle mesure.

100. **Le Président** propose de demander à la Rapporteuse spéciale de poursuivre le dialogue.

101. *Il en est ainsi décidé.*

102. *L'ensemble du rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications individuelles, tel que modifié, est approuvé.*

La séance est levée à 13 heures.